

LE FRONT DU REJET DE L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE S'ÉLARGIT

Le Parti socialiste des travailleurs appelle à une convergence démocratique

Le Parti socialiste des travailleurs (PST), par la voix de son dirigeant Chawki Salhi, a annoncé, hier, son boycott de l'élection présidentielle qui aura lieu au mois d'avril prochain. Il a appelé, par ailleurs, à une convergence de toutes les forces démocratiques pour lutter, selon lui, contre cette forme de gouvernance de type monarchique qui s'installe progressivement en Algérie.

Lyès Menacer - Alger (Le Soir) - La prochaine présidentielle sera comme les précédentes, a considéré hier le dirigeant du PST, Chawki Salhi, lors d'un point de presse tenu au siège de son parti à Alger. «On ne peut pas prendre part à un scrutin où les candidats n'ont pas les mêmes chances», a-t-il dit. Il a accusé le pouvoir de fermer le jeu politique en faveur de l'actuel président Abdelaziz Bouteflika, qui ne s'est pas encore prononcé au sujet d'un troisième mandat. L'intervenant s'est attaqué au Premier ministre Ahmed Ouyahia qui avait déclaré, il y a moins d'une semaine, que «personne n'a été empêché de se porter candidat à



Chawki Salhi prône l'idée d'une assemblée constituante.

la présidentielle d'avril 2009». A ce propos, Chawki Salhi dira : «On ne peut pas se présenter aux élections dans un pays où les manifestations publiques sont toujours interdites, où le mouvement associatif est contrôlé, les partis politiques interdits de télévision publique et où les syndicats autonomes sont réprimés. Qu'on ouvre d'abord le champ à un dialogue politique et social libre et sincère et qu'on laisse les gens créer librement leurs journaux et télévisions pour prétendre dire qu'en

Algérie, la démocratie a été instaurée.» Considérant l'élection présidentielle d'avril 2009 comme seulement une étape politique que doit vivre l'Algérie, le dirigeant du PST a profité de l'occasion pour appeler toutes «les forces vives», dont la jeunesse et les partis s'opposant au régime, à unir leurs efforts afin de faire aboutir «des exigences concrètes». En fait d'exigences concrètes, le leader du PST veut parler du droit à un exercice politique libre. Chawki Salhi prône, en outre, l'idée d'une assemblée consti-

tuante à laquelle ne cesse d'appeler, depuis 1962, le patron du FFS, Hocine Aït-Ahmed. Par ailleurs, le secrétaire général du PST affirme qu'il poursuivra la campagne que son parti avait déjà entamée depuis longtemps, pour la sensibilisation des citoyens à la nécessaire poursuite de la lutte en faveur de la démocratie en Algérie. Selon lui, c'est la lutte des masses populaires qui imposera la démocratie. «Notre lutte à nous ne se limite pas seulement à ces joutes électorales», a-t-il conclu.

L. M.

LA COURSE AU SOUTIEN AU PRÉSIDENT BOUTEFLIKA CONTINUE

Des révolutionnaires tirent sur le groupe de «3+8»

Les patrons des trois organisations d'anciens combattants, à savoir l'Association des grands invalides de guerre de libération, l'Association des anciens condamnés à mort ainsi que l'Association nationale de la fédération FLN de France ont été unanimes hier à tirer à boulets rouges sur ce qu'ils ont appelé «le groupe des 3+8» (les partis de l'Alliance présidentielle et les huit organisations de masse) qui ont exprimé ouvertement leur soutien à l'actuel président pour un troisième mandat.

Lotfi Mérad - Alger (Le Soir) - Intervenant à l'occasion d'une conférence organisée au centre de presse du quotidien *El Moudjahid* à Alger, les présidents des trois organisations d'anciens combattants ont vivement critiqué l'attitude du groupe dans son soutien à Bouteflika.

Une position dictée selon eux par «des intérêts personnels». Selon Mohamed Bouhafs, président de l'Association des

grands invalides de guerre de libération, le groupe des 3+8 veut «accaparer le soutien du peuple au président». L'orateur rappellera que son association a été «parmi les premiers à soutenir Bouteflika», contrairement à ces organisations et partis politiques qui «avaient attendu le dernier moment pour exprimer leur position», note-t-il.

Un soutien qui a valu à Mohammed Bouhafs 8 jours de séquestration

dans une caserne à Tlemcen. Il raconte : «En 2004, un des membres de ce groupe, qui était opposé à Bouteflika à l'époque, nous a vendus au moment où nous organisions un rassemblement de soutien au président à Bouira.

En plein meeting, un général de l'armée s'est présenté avec ses gardes du corps et m'a embarqué dans un hélicoptère vers Tlemcen où j'ai été retenu pendant huit jours et subi un interrogatoire sur mes positions politiques vis-à-vis de Bouteflika.»

«Nous ne cherchons ni le pouvoir, ni l'argent», dira encore le président de l'Association des grands invalides de guerre de libération.

De son côté Mustapha Boudina, de l'Association des anciens condamnés à

mort, abondera dans le même sens en critiquant «ceux qui veulent verrouiller le soutien au moudjahid Bouteflika».

«Ceux qui disent que Bouteflika leur appartient, nous leur dirons que nous, nous lui appartenons (sic !)» soutient Mustapha Boudina en soulignant la crédibilité de ces trois organisations car «nous sommes du peuple et vivons avec le peuple». Boudina considère néanmoins que «Bouteflika n'a pas besoin de nous pour sa campagne.

Il lui suffit d'un seul discours pour avoir tout le peuple de son côté». Pour sa part, Mohand Akli Ben Younes, de la fédération FLN de France, a expliqué cette démarche de soutien par le fait que «Bouteflika est le bon candidat».

L. M.

TIZI-OUZOU

Un réseau de soutien aux terroristes démantelé à Tadmaït

Les enquêteurs de la police judiciaire de Draâ Ben Khedda ne se doutaient certainement pas qu'en procédant à l'interpellation de deux jeunes, il y a une dizaine de jours, ils allaient entamer une enquête qui prendrait plusieurs jours pour aboutir au démantèlement d'un réseau de soutien aux groupes terroristes activant dans la région de Tadmaït et aux frontières entre les wilayas de Tizi-Ouzou et de Boumerdès.

Les investigations menées durant plus d'une semaine ont permis l'arrestation de neuf personnes, dont une femme, dans les localités d'Ichakalen et de Aït-Ourzedine, où pas loin de là, dans cette partie éminemment crainte de Sidi-Ali-Bounab, les terroristes ont multiplié, ces dernières années, les attaques, comme c'était le cas l'été dernier lorsqu'un cantonnement de la Garde communale érigé au lieu-dit Chréa, dépendant de la commune de Tadmaït, a été ciblé par des tirs de roquettes à partir d'une maisonnette.

Une attaque qui avait duré près de deux heures et à l'issue de laquelle un auxiliaire des services de sécurité a été tué alors que sept de ses camarades ont été blessés.

Présentés au parquet, cinq membres de ce groupe de soutien ont été placés sous mandat de dépôt alors que les quatre autres ont été mis sous contrôle judiciaire.

Ainsi, c'est le quatrième, et le second à Tadmaït, réseau de soutien à avoir été démantelé depuis la mise hors d'état de nuire de Moussa Kerrar, le frère de l'«émir» Abou Hamza, à Tizi-Ouzou, en mai dernier.

A. M.

SIDI-BEL-ABBÈS

Le cadavre du terroriste abattu identifié

Le cadavre du terroriste abattu dans la journée de samedi dernier dans la région de Telagh par les forces de l'ANP, entre les localités de Tinedamine et Oued Sebaâ, a été identifié comme étant celui de Benkamla Djilali, âgé de 42 ans, originaire de Hassi-Ghella, dans la wilaya de Aïn-Témouchent. Son identification s'est faite suite aux témoignages de ses parents qui l'ont reconnu.

Benkamla Djilali, selon nos sources, a rejoint les groupes terroristes en 1998.

A. M.

IRCON INTERNATIONAL LIMITED Précisions

Nous nous référons à votre édition n° 5527 datée du 23/24 janvier 2009, dans laquelle votre journaliste, M. Abder Bettache, évoque une société indienne de réalisation ferroviaire qui aurait déposé plainte contre l'ANESRIF.

A notre connaissance, IRCON, seule société publique indienne activant en Algérie, titulaire d'un marché de réalisation d'une ligne ferroviaire sur la rocade nord du réseau ferroviaire algérien, n'a jamais, à aucun moment, émis ou déposé une quelconque plainte à l'encontre de son maître d'ouvrage ANESRIF.

IRCON exerce son activité d'entrepreneur ferroviaire en parfaite harmonie avec son maître d'ouvrage ANESRIF et les pouvoirs publics algériens.